

États-Unis

Le PIB réel devrait progresser de 2.6 % en 2024 et de 1.8 % en 2025. La croissance a été forte en 2023 et elle devrait se poursuivre à un rythme plutôt soutenu tout au long de 2024. Le déficit budgétaire restera important, mais il se réduira modérément. L'inflation sous-jacente mesurée à partir de l'indice PCE a reculé en 2023, et reste sur sa trajectoire baissière en glissement annuel, quoiqu'à un rythme modeste. L'assouplissement de la politique monétaire est attendu à compter du second semestre de 2024. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions de croissance tiennent à des baisses des taux directeurs plus tardives que prévu et à l'imposition de nouvelles restrictions aux échanges. Les risques de divergence à la hausse tiennent pour leur part à une croissance du marché du travail plus forte que prévu, qui stimulerait les dépenses des ménages.

Des déficits budgétaires importants sont attendus pendant encore un certain temps, tandis que les tensions budgétaires causées par le vieillissement s'aggravent. Un ajustement budgétaire, progressif mais conséquent, est nécessaire à moyen terme. Une réforme fiscale et l'amélioration de l'efficacité des dépenses sont possibles, notamment dans le domaine de la santé, dans l'optique d'aider à mettre les finances publiques sur une trajectoire viable. Des efforts renouvelés pour améliorer les compétences des jeunes, notamment l'éducation visant les personnes issues de groupes défavorisés, contribueraient à renforcer la productivité. En matière de politique monétaire, un abaissement du taux directeur au second semestre de 2024 est approprié si l'inflation sous-jacente s'atténue comme prévu.

La croissance a tenu bon en 2023 sur fond de baisse de l'inflation

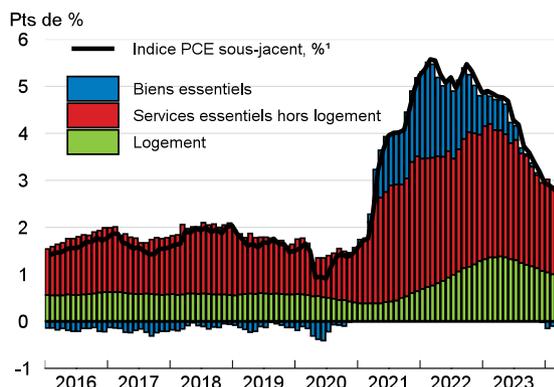
Le rythme de croissance du PIB, plus rapide que prévu en 2023, tient à la fois à la forte croissance de la consommation – des ménages et des administrations publiques – et à une formation de capital dépassant les prévisions. Les estimations des dépenses de consommation suggèrent une poursuite de cette dynamique au premier trimestre de 2024. L'inflation sous-jacente a baissé progressivement depuis son pic atteint en 2022, pour s'établir à près de 2 % au second semestre de 2023, même si elle a augmenté à un taux annualisé supérieur à 3 % au premier trimestre de 2024. Les prix hors alimentation et énergie ont quasiment cessé d'augmenter après une période haussière déclenchée par les pénuries et l'évolution de la demande de consommation. La hausse des prix des services et du logement a ralenti à un rythme moins soutenu, maintenant l'inflation sous-jacente au-dessus des niveaux antérieurs à la pandémie et de l'objectif. La croissance des salaires continue de ralentir, tandis que le marché du travail poursuit son rééquilibrage après une période de demande supérieure à l'offre. Globalement, il n'y a guère lieu de penser que les salaires nourrissent l'inflation. La hausse des prix du logement a continué de se modérer et les données du marché locatif actuel indiquent un ralentissement possible de la hausse des loyers au cours des prochains trimestres.

L'évolution de la situation internationale a été favorable au second semestre de 2023 et les exportations nettes ont contribué positivement à la croissance du PIB, malgré un taux de change effectif du dollar qui demeure élevé. Les exportations de pétrole ont atteint des niveaux records en 2023 et les États-Unis sont un exportateur net de pétrole. Cependant, les échanges bilatéraux avec la Chine ont chuté en 2023 : les importations en provenance de Chine ont reculé de 20 % par rapport à l'année précédente, et les exportations vers la Chine d'un peu moins de 5 %.

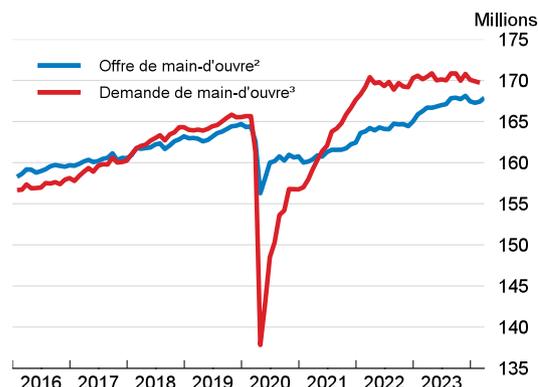
États-Unis 1

L'inflation sous-jacente recule, mais la hausse des prix du logement et des services reste forte

Contributions à l'inflation sous-jacente (PCE) sur 12 mois



L'offre et la demande de main-d'œuvre sont maintenant mieux alignées



1. Indice PCE (Personal Consumption Expenditures) hors produits alimentaires et énergie.

2. L'offre de main-d'œuvre correspond au nombre total de salariés et de chômeurs.

3. La demande de main-d'œuvre correspond à la somme du nombre total de salariés et du nombre total d'emplois vacants.

Source : Bureau d'analyse économique (Bureau of Economic Analysis, BEA) ; Banque fédérale de réserve de San Francisco (Federal Reserve Bank of San Francisco, FRBSF) ; et Bureau de statistiques sur l'emploi (Bureau of Labor Statistics) des États-Unis (Current Population Survey and Job Openings and Labor Turnover Survey).

StatLink <https://stat.link/75caej>

États-Unis : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de USD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
États-Unis						
PIB aux prix du marché	21 322.9	5.8	1.9	2.5	2.6	1.8
Consommation privée	14 206.2	8.4	2.5	2.2	2.5	1.8
Consommation publique	3 178.3	0.3	-0.9	2.7	1.2	0.5
Formation brute de capital fixe	4 602.4	5.3	0.9	2.1	3.4	3.2
Demande intérieure finale	21 986.9	6.6	1.7	2.3	2.5	1.9
Variation des stocks ¹	- 37.6	0.3	0.6	-0.3	0.1	0.0
Demande intérieure totale	21 949.3	6.9	2.3	1.9	2.5	1.9
Exportations de biens et services	2 150.1	6.3	7.0	2.6	2.3	2.6
Importations de biens et services	2 776.5	14.5	8.6	-1.7	2.2	3.2
Exportations nettes ¹	- 626.4	-1.2	-0.5	0.6	-0.1	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.6	7.0	3.6	2.3	2.0
Indice des prix à la consommation	—	4.2	6.5	3.7	2.4	2.0
Déflateur sous-jacent de la consommation privée ²	—	3.6	5.2	4.1	2.6	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.4	3.6	3.6	3.9	4.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	11.7	3.4	4.7	4.0	4.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-11.5	-4.0	-8.0	-7.6	-7.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	124.8	119.9	122.5	125.4	129.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.5	-3.8	-3.0	-3.0	-3.1

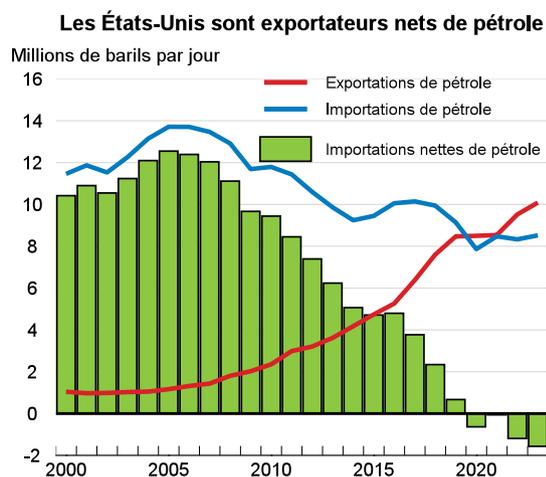
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.

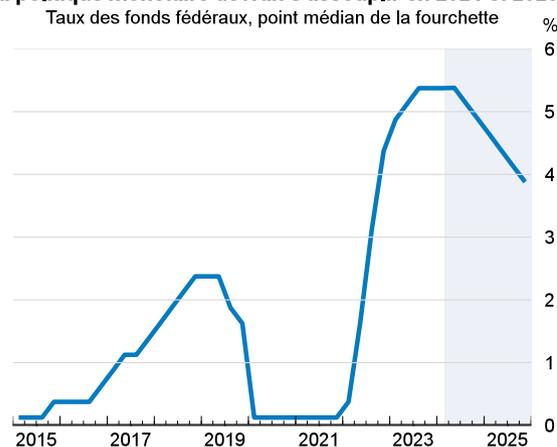
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink  <https://stat.link/j0ormu>

États-Unis 2



La politique monétaire devrait s'assouplir en 2024 et 2025
Taux des fonds fédéraux, point médian de la fourchette



Source : U.S. Energy Information Administration (EIA) ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink <https://stat.link/ig9veq>

La politique monétaire devrait s'assouplir en 2024, mais le déficit budgétaire restera important

Le taux cible des fonds fédéraux se situe actuellement dans la fourchette comprise entre 5.25 % et 5.5 %, laquelle correspond au point haut attendu du cycle de resserrement amorcé en 2022. Les réductions des taux directeurs devraient commencer au second semestre de 2024, une fois que l'inflation aura reflué pour se rapprocher de l'objectif de 2 %. Ce taux cible devrait être ramené aux alentours de 3.5 %-4 % d'ici la fin de 2025.

Le déficit budgétaire devrait rester important et s'accompagner d'un resserrement modéré de la politique budgétaire en 2024, à la suite d'une expansion budgétaire imprévue en 2023. Malgré la suppression de la plupart des mesures extraordinaires de soutien aux ménages et aux entreprises, le déficit budgétaire est élevé du fait que les États-Unis entrent dans une période où les dépenses au titre de programmes sociaux obligatoires augmentent avec le vieillissement démographique, alors que la base d'imposition s'est contractée au cours de la décennie écoulée. Le solde financier des administrations publiques, en pourcentage du PIB, devrait atteindre 7.6 % en 2024, tandis que la dette brute devrait se hisser à 125 % du PIB en 2024 et continuer de grossir en 2025.

La croissance va se tasser en 2024 avant de retrouver son niveau potentiel en 2025

Le PIB réel continuera de croître en 2024 et en 2025, mais à un rythme plus lent qu'au second semestre de 2023. La croissance sera soutenue par les dépenses de consommation, la vigueur persistante du marché du travail et, à terme, l'assouplissement de la politique monétaire. Le taux de chômage se maintiendra à des niveaux historiquement bas. L'inflation sous-jacente continuera de refluer au second semestre de 2024, sur fond d'atténuation de la hausse des prix des logements.

Les perspectives pourraient s'assombrir si l'inflation sous-jacente demeure élevée, retardant tout assouplissement de la politique monétaire. La volatilité des marchés obligataires pourrait aussi entraver la croissance, tout comme l'imposition de nouvelles restrictions aux échanges. Les perspectives pourraient toutefois s'éclaircir si la performance du marché du travail dépasse les attentes, ce qui soutiendrait davantage les revenus des ménages.

La réduction du déficit doit être une priorité

L'ampleur des déficits budgétaires et la hausse de la dette font augmenter les risques budgétaires. Le vieillissement démographique induira une hausse des dépenses futures obligatoires de retraite et de santé. Il faudra un ajustement budgétaire à moyen terme progressif, mais soutenu, pour réduire le déficit budgétaire et inscrire le ratio de la dette publique sur une trajectoire permettant de le ramener à des niveaux plus viables. La disparition prévue de certaines dispositions de la loi sur les baisses d'impôts et l'emploi (Tax Cuts and Jobs Act, TCJA), en 2025, pourrait aider à y parvenir. Il est possible d'élargir la base d'imposition et d'augmenter les recettes de manière plus efficace, mais aussi d'accroître l'efficacité des dépenses de retraite et de réduire les coûts de santé très élevés. L'adoption d'un cadre budgétaire rigoureux orienté sur le moyen terme, à même de renforcer la viabilité des finances publiques, permettrait de gérer ces tensions et de dégager une marge de manœuvre pour des politiques de transition climatique. La loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act) prévoyait des ressources pour faciliter la transition climatique, mais des améliorations plus poussées de la coordination inter institutions et la simplification des procédures d'autorisation sont nécessaires pour raccorder les nouvelles sources d'énergies propres au réseau électrique. Des efforts renouvelés pour améliorer les compétences des jeunes, notamment l'éducation visant les personnes issues de groupes défavorisés, contribueraient à renforcer la productivité.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1

An unfolding recovery

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « États-Unis », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/650bfb87-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.